

Intervention sur la subvention à Médecins du Monde pour une aide santé en Grèce

Cher-e-s collègues

Nous allons dans cette délibération accorder une subvention à Médecins du monde pour une aide à la gestion de cliniques et pharmacies solidaires en Grèce. C'est très bien : nous devons soutenir le peuple grec dont le martyre n'a que trop duré, et dont la situation ne va que continuer d'empirer du fait du nouveau mémorandum qui lui est imposé depuis juillet dernier.

La situation sanitaire en Grèce, en effet, est catastrophique. La population a de réelles difficultés d'accès aux soins, les pharmacies ne sont plus approvisionnées, les traitements ne sont plus remboursés, de très nombreux hôpitaux sont fermés ou leur personnel soignant ne sont plus rémunérés et n'importe quel citoyen grec peut vous raconter des histoires à pleurer sur des personnes à qui on a refusé une opération ou un traitement parce qu'il n'avait pas les moyens d'avoir une protection sociale digne, parce que les centres de soins n'avaient plus le matériel adéquat, plus les moyens de payer les salaires, l'électricité, quand les locaux eux-mêmes n'avaient pas été vendus...

Cette situation, vous le dites vous mêmes à demi-mot dans l'exposé des motifs de la délibération, n'est pas liée à la fatalité, et encore moins à ce que, comme on entend parfois dans les médias "les grecs ne voudraient pas payer leurs impôts". Cette situation est le fait de décisions politiques, prises par les gouvernements grecs antérieurs, par les institutions de l'Union européenne et par le FMI, sous l'égide du gouvernement allemand, qui n'ont pour seule obsession de sauver les profits des banques allemandes et françaises, imposer des politiques ultralibérales et qui sont prêtes à toutes les menaces, à tous les diktats, pour poursuivre ces seuls objectifs, sans aucune considération pour les souffrances du peuple grec. C'est cette logique qui a été imposée au peuple grec. C'est hélas cette même logique qui a été imposée à Alexis Tsipras dans l'accord de ce sinistre 13 juillet dernier. C'est toujours et encore cette même logique que F. Hollande salue de "réaliste". Cette logique libérale qui fait régresser l'accès aux droits, démantèle les services publics, et abandonne un Etat-nation d'Europe dans un état de ruine digne d'un pays sous développé ou sortant d'une guerre.

Alors, oui, soutenons les grecs en leur fournissant des médicaments, en aidant les pharmacies solidaires et cliniques associatives et autogérées à tenir le choc, à gérer l'urgence humanitaire qui ne cesse d'augmenter en Grèce.

Mais la vraie solution serait de sortir enfin de cette logique d'austérité assassine, qui étouffe le peuple grec par le chantage à la dette, le force à brader tous ses biens communs en les privatisant, souvent pour bien moins que ce qu'ils valent, détruit tous les systèmes de santé et de protection sociale.

Nous devons, à travers cet engagement concret pour la Grèce, pour l'accès des grecs aux soins, exprimer notre attachement à ce que le peuple grec puisse en toute indépendance décider de reconstruire une politique en matière de santé publique.

Pour cela, il faut se doter d'armes, pour résister au chantage, et ne pas se retrouver comme l'a été Tsipras dans la nuit du 13 juillet à "négocier" seul avec un pistolet sur la tempe.

Oui, on va encore me rétorquer qu'ici nous ne sommes pas à l'Assemblée nationale et que le débat sur l'avenir de l'Europe et des peuples européens n'a pas sa place en Conseil de Paris. Et pourtant, j'estime que Paris, capitale de notre patrie républicaine, celle de la révolution française, doit assumer son rôle de tribune sur la scène internationale.

Il faut mes cher-e-s collègues un plan B pour la Grèce. Comme pour demain l'Espagne et après demain la France ! Les peuples ne peuvent être réduits au seul choix de se soumettre aux politiques austéritaires ou d'être jetés hors de la zone euro dans les pires conditions de leur système bancaire et économique.

Il faut un plan B pour imposer coûte que coûte le respect de la souveraineté populaire et la résistance aux politiques anti-sociales et anti-écologiques de l'Europe austéritaire. Des personnalités comme Yanis Varoufakis ou Zoé Konstantopoulou, ex-présidente du Parlement grec, ont d'ores et déjà répondu favorablement à cette idée d'un sommet internationaliste du plan B, ainsi que plusieurs personnalités internationales de gauche et économistes.

Je vous annonce ici très solennellement que ce Sommet aura lieu à Paris en novembre et que vous en entendrez parler.

je vous remercie.